



LE TINA DU GOUVERNEMENT 'ARIZONA'

Tom Duterme
Professeur assistant , ICHEC

En exhumant le vieux slogan néolibéral du « *There is no alternative* », le gouvernement Arizona prétend imposer ses réformes antisociales et son immobilisme climatique comme des fatalités techniques, hors du champ du débat démocratique. Derrière ce discours de la nécessité se cache en réalité un choix idéologique brutal, qui étouffe la délibération collective, nourrit les inégalités et nie les enjeux vitaux de notre temps. Et si c'était eux, les « irresponsables » ?

“Le gouvernement Arizona a le sens des responsabilités. Il a le courage d’adopter les réformes qui s’imposent. Peut-être impopulaires, sans doute douloureuses à court terme, elles doivent toutefois être adoptées pour redresser la situation d’un pays embarqué dans une trajectoire insoutenable ». Le discours nous est familier. Depuis pas mal de temps, d’ailleurs. L’argumentaire de la « nécessité » est au cœur du programme néolibéral instauré dans de nombreux pays à partir des années 1980[1]. Résumé par le slogan « *There is no alternative* » (TINA) souvent attribué à Margaret Thatcher, il repose sur une dépolitisation de mesures austéritaires. Les privatisations et les réductions des dépenses publiques n’y apparaissent plus comme des choix politiques, mais comme l’unique réponse qu’imposerait la situation macroéconomique.

Cette rhétorique n’est donc pas nouvelle. Elle est même datée, voire ébréchée, à deux niveaux. D’une part, les nombreux échecs du programme néolibéral ont entamé l’autorité du TINA. La gestion de la crise de la dette grecque, en particulier, nous a rappelé que l’austérité n’était pas la solution unique, mais un choix idéologique aux conséquences sociales souvent dramatiques. Les débats entre économistes — néoclassiques et keynésien-nes — ont regagné en vitalité, affaiblissant ainsi l’argumentaire de « l’impératif économique ».

D’autre part, l’avènement récent des mouvements néoconservateurs nous écarte du programme néolibéral, à tel point que plusieurs analystes ont diagnostiqué la « fin du néolibéralisme »[2]. Dès son premier mandat, Donald Trump marque une rupture en limitant le libre-échange par une intervention étatique accrue. Ses récentes politiques de droits de douane s’inscrivent dans le même mouvement, qui rappelle que d’autres mesures macroéconomiques — en l’occurrence, potentiellement pires que celles du programme néolibéral — sont possibles. Un double coup fatal pour le TINA ?

Visiblement pas. Depuis ses premiers jours, le gouvernement Arizona tente en effet de justifier son accord en déterrants le TINA. Le ministre MR de l’Emploi et de l’Économie, David Clarinval, estime ainsi que le package de quarante-quatre mesures destinées à flexibiliser le marché de l’emploi, dont

[1] Pour un panorama de la trajectoire belge de « néolibéralisation », voir Piron, D. & Evrard Z. (2023). Le(s) néolibéralisme(s) en Belgique — Cadre macroéconomique, applications sectorielles et formes de résistance. Louvain-la-Neuve : L’Harmattan.

[2] Voir, entre autres, De Munck, J. (2017), « Néron à la Maison Blanche, ou la fin du néolibéralisme », Pour (écrire la liberté).



Photo : The Feminist Current

la limitation dans le temps des allocations de chômage, est un « tournant nécessaire »[1]. Dans le même esprit, le Premier ministre Bart De Wever a défendu en Commission la réforme des pensions en actualisant le TINA : « Nous devons tous travailler plus longtemps. C'est inévitable »[2].

Nous y revoilà donc. Confrontés à l'argument massue de la nécessité qui renvoie tout opposant à l'irresponsabilité (« Vous faites croire que vous avez une baguette magique »[3]). Et sommés donc de « débunker » cet argumentaire mensonger. Premièrement, en mettant au jour ses contradictions : pour toutes les mesures de l'accord de gouvernement, il y a des alternatives — et souvent socialement plus justes. Deuxièmement, en soulignant ses incohérences : face à l'urgence écologique, le gouvernement change de cap, abandonnant subitement le registre de la nécessité...

Dépolitiser l'austérité : le défi démographique

La réforme des pensions est sans doute la plus grande victime de ce TINA déterré. Le montant des réductions de dépenses est conséquent : plus de deux milliards espérés d'ici 2029. La problématique relève du modèle de société que nous désirons instituer : la place du travail salarié dans l'épanouissement individuel, le mérite des contribuables, le sort des personnes âgées ou en incapacité d'emploi... Et pourtant, la grande délibération collective n'a pas lieu. Le débat est étouffé par le TINA. La réforme est une nécessité, point final.

[1] Voir son interview dans L'Écho du 26 juillet 2025 : « David Clarinval, ministre de l'Emploi : "Les gens me disent qu'ils en ont marre de payer pour ceux qui ne font rien" ».

[2] Voir les citations reprises dans l'article RTBF info du 24 juillet 2025 : « "C'est la réforme socio-économique la plus importante de ce siècle, je le dis en toute modestie" : Bart De Wever défend l'accord de l'été ».

[3] Ibid.

Et Axel Ronse, le chef du groupe N-VA, d'asséner : « Ceux qui ne sont pas conscients qu'il faut intervenir dans nos pensions ne pensent pas aux générations futures »[1]. L'argumentaire semble implacable, autant que la « loi démographique » qui le fonderait : le vieillissement de la population augmente la proportion d'inactifs, rendant insoutenable le système actuel de pension par répartition. La réforme s'impose, donc. À quoi bon discuter ? Il y a toutefois matière à discussion. Car, si l'évolution démographique pose un défi à notre système de pensions, il y a une multitude de façons d'y répondre. La méthode avancée par le gouvernement Arizona est l'une d'entre elles. Elle repose sur trois piliers :

1. une réduction des dépenses via un alignement du régime des fonctionnaires sur celui des salarié·es du privé et des indépendant·es ;
2. une conditionnalité accrue des droits à la pension qui prend la forme d'incitants à l'emploi ;
3. un développement de la pension complémentaire par capitalisation[2].

Cette réforme s'inspire du privé sur deux plans. D'une part, le régime fonctionnarial devient l'anomalie : les droits acquis par les fonctionnaires ne représentent plus la voie du progrès social à suivre via leur généralisation aux salarié·es du privé, mais un privilège indu et insoutenable.

D'autre part, la promotion de la pension complémentaire entérine l'insuffisance de la pension légale : chaque employé·e est amené·e, dans le contexte de son entreprise comme de son ménage, à mettre de côté pour ses vieux jours... et à confier la gestion de cette épargne à l'industrie financière. Les fonds de pension, payés en commissions pour placer cet argent, s'en félicitent, ravis de remplir ce trou laissé par l'État. Aux dépens de la justice sociale. Comme le signalait un rapport de la Cour des comptes dès novembre 2020, la pension complémentaire est bien plus inégalitaire que la pension légale : 1 % des retraités récoltant 20 % des pensions complémentaires versées, alors que 70 % se partagent 10 % du montant[3].

Or, des alternatives existent. Tous les paramètres du système de pension peuvent être discutés. Le défi du vieillissement peut être relevé par une source de financement extérieur au système de pension, comme une « taxe Zucman » (sur le patrimoine des ménages les plus fortunés) ou une

[1] Ibid.

[2] Pour une analyse critique de ces trois axes, voir Chartier N., Daniel Z., Douillet T., Duterme T., Lamine A. & Vielle P. (2025), « Décoder l'Arizona (2/4) : la marchandisation accélérée de la Sécurité sociale », Revue Politique.

[3] Cour des comptes (2020), Pensions complémentaires Efficience de la politique publique d'incitants sociaux et fiscaux.

réduction des avantages fiscaux liés aux voitures de société. Il peut également l'être par une source « interne », mais différente de l'option inégalitaire de l'Arizona : réduction des incitants fiscaux liés aux pensions par capitalisation[1], plafonnement plus exigeant de la pension légale, hausse de certains taux de cotisation, etc.

Il appartient au monde académique de rappeler au milieu politique ce que le TINA aspire à nous faire oublier : les possibilités institutionnelles sont plurielles. Encore faut-il que les spécialistes de la thématique jouent ce rôle, ingrat, mais fondamental au débat démocratique, plutôt que celui, certainement plus gratifiant, d'idéologues fermant le champ des possibles au nom de l'expertise...



Relativiser l'urgence : le déni écologique

Si le gouvernement Arizona aime se prétendre en phase avec les « lois de la démographie », il ne s'empêche pas de tourner le dos aux consensus scientifiques d'autres disciplines. La climatologie, en particulier. Or, rappelons une évidence (qui l'est de moins en moins) : là résident les réelles nécessités. Le financement des pensions est d'ordre monétaire et peut donc être modifié à l'envi par nos décisions politiques. Aucune fatalité dans ce domaine, quoiqu'en disent les porte-paroles du TINA. L'enjeu des conditions d'habitabilité sur Terre est d'un autre ordre, géologique, auquel les humains doivent s'adapter. Les gaz à effet de serre déjà émis vont demeurer suffisamment longtemps dans l'atmosphère pour entraîner un réchauffement inéluctable dans les années à venir. Il est donc nécessaire de diminuer les gaz que nous allons ajouter à ce stock déjà excessif.

[1] Rien que pour les pensions complémentaires, le manque à gagner est estimé par la Cour des comptes pour 2018 à 611,6 millions d'euros (salarié-es, en cotisations patronales) et à 254,9 millions d'euros (indépendant-es).

Ce constat est connu et semblait reconnu par la plupart des personnalités politiques. Du moins jusqu'il y a peu. En plein été, où les records de température, les feux de forêt ou les inondations ravagent les quatre coins du monde, David Clarinval justifie la pauvreté du programme climatique de l'Arizona[1] par des arguments aux antipodes du consensus scientifique : « il [faut] faire une pause dans les réglementations environnementales (...). Et réorienter le paquebot est un travail de longue haleine, qui va aussi nécessiter toute une série de changements au niveau national. (...) La mise en pause des mesures climatiques et environnementales s'impose, parce qu'on a été trop loin et trop vite »[2]. On serait presque tentés d'admirer le renversement du registre de la nécessité... s'il n'annonçait des conséquences dramatiques, notamment pour les générations futures — soudainement invisibles.

Faire face au TINA de l'Arizona

Aux antipodes de ses prétentions, le gouvernement Arizona s'avère doublement irresponsable. Sur le plan démocratique, l'invocation du TINA étouffe les opportunités de délibération collective : nos choix de société sont présentés comme des enjeux techniques, à réserver aux experts autorisés. Sur le plan scientifique, les mesures de l'accord gouvernemental ne sont pas en phase avec les travaux académiques, ignorant autant la pluralité des solutions institutionnelles au défi démographique que l'urgence de mesures de prévention et d'adaptation au dérèglement climatique.

Cette stratégie néolibérale menace les équilibres de nos sociétés : son TINA mine la confiance dans les institutions démocratiques, ses effets distributifs régressifs aggravent les clivages sociaux, son déni écologique annonce des coûts — économiques et humains — d'adaptation au dérèglement exorbitants. Pour enrayer cette dynamique, il convient de rappeler que des alternatives existent et de se battre pour qu'elles adviennent.

[1] Pour une analyse critique de ce volet, voir Beudels M., Cobut L., Lievens F.-X. & Minguet A. (2025), « Décoder l'Arizona (4/4) : Énergie, écologie et mobilité, les oubliées du gouvernement », Revue Politique.

[2] Voir son interview dans L'Écho du 26 juillet 2025 : « David Clarinval, ministre de l'Emploi : "Les gens me disent qu'ils en ont marre de payer pour ceux qui ne font rien" ».